

# Marxisme et nationalisme (3) :

## Le KPD et l'extrême droite nationaliste

par João Bernardo

*Le KPD (Parti communiste allemand), tout en essayant de doubler la social-démocratie par la gauche, essaya de doubler les nazis par la droite.*

Au début, Rosa Luxemburg était la figure de référence des communistes allemands et, à ce titre, elle défendait de façon intransigeante l'internationalisme de la lutte de classe, contre toutes les alliances à caractère nationaliste. Elle écrivit en 1918, peu avant d'être assassinée : «*Les bolcheviks devaient apprendre à leurs dépens et à ceux de la révolution que, sous le règne du capitalisme, il n'y a pas de libre détermination des peuples, que, dans une société de classes, chaque classe de la nation cherche à se "déterminer" d'une manière différente, que, pour les classes bourgeoises, les considérations de liberté nationale passent complètement après celles de la domination de classe*<sup>1</sup>».

Sur ce point, Rosa Luxemburg se trompait : les bolcheviks n'en tirèrent aucune leçon, car pour eux, les intérêts de l'État national et les stratégies géopolitiques prévalaient déjà à cette époque. Après la mort de Rosa, Paul Levi<sup>2</sup> lui succéda à la tête du parti, puis il démissionna de son poste en 1921 et fut exclu de l'organisation. Dès lors, et sous l'influence directe des représentants de la Troisième Internationale, les thèmes idéologiques et organisationnels hérités de Rosa Luxemburg furent éliminés et remplacés par le léninisme.

Après avoir reçu à la fin de 1920 l'adhésion de l'aile gauche du Parti social-démocrate indépendant (USPD), le KPD devint rapidement le deuxième parti le plus important au monde, après le parti soviétique. Et comme l'économie allemande était l'une des plus développées, tout ce qui se passait chez les communistes allemands avait immédiatement une répercussion mondiale.

En janvier 1923, des troupes françaises et belges occupèrent la Ruhr, l'une des provinces allemandes les plus industrialisées, afin de contraindre le pays épuisé à payer les arriérés des réparations de guerre qui avaient été imposées par le traité de Versailles. Le gouvernement allemand dut accepter, en août 1924, un plan nord-américain pour que les troupes d'invasion acceptent de partir en juillet et août 1925. Si la signature du traité de Versailles avait été considérée par l'extrême droite allemande comme un déshonneur national, et par l'extrême gauche comme une soumission à l'impérialisme français, ces sentiments furent portés à leur paroxysme avec l'occupation de la Ruhr. Quatre jours avant l'entrée des armées étrangères, une conférence des partis communistes d'Allemagne, de France, de Belgique, d'Italie, des Pays-Bas et de Tchécoslovaquie avait décidé d'appeler à la résistance ; mais cette proclamation internationaliste, qui semblait annoncer une lutte de classe par-delà les frontières, finit par laisser place à une action strictement nationaliste, à une alliance de classes à l'intérieur du pays.

---

<sup>1</sup> *La révolution russe*, essai posthume, disponible sur marxists.org. La dernière édition papier est parue aux Éditions de l'Aube en 2013, en attendant qu'elle soit incluse dans les *Œuvres complètes*, publiées par Agone et le Collectif Smolny (NdT).

<sup>2</sup> Paul Levi (1883-1930): avocat, membre du SPD, il soutient Rosa Luxemburg dès 1914. Il démissionne du KPD en février 1921 et condamne l'«action de mars» 1923 (tentative ratée de déclencher une grève générale et de prendre le pouvoir). Il rallie le SPD dont il sera député jusqu'à sa mort (NdT).

La date décisive de ce tournant, dont les répercussions sur le communisme mondial furent si profondes qu'elles se font encore sentir aujourd'hui, fut le discours prononcé le 20 juin 1923 par Radek<sup>3</sup>, devant le Comité exécutif de l'Internationale communiste, en hommage à Leo Schlageter, militant d'extrême droite que les troupes d'occupation de la Ruhr avaient fusillé le mois précédent.

Karl Radek n'est aujourd'hui connu que des historiens spécialisés dans cette période, mais il joua un rôle considérable dans l'expansion mondiale de l'influence soviétique. La diplomatie officielle du jeune État avait été confiée à Tchitcherine, diplomate de carrière et bolchevik, et à Karakhan<sup>4</sup>, que Curzio Malaparte considérait comme le plus bel homme de Russie<sup>5</sup>, une opinion surpassée par la femme de l'ambassadeur allemand à Moscou, qui le tenait pour le mâle le plus beau de toute l'Europe. Mais dans la diplomatie secrète de l'Internationale communiste, la première place jusqu'à la mort de Lénine revint à Radek. Bruce Lockhart, l'un des principaux agents secrets britanniques actifs en Russie pendant la révolution, a décrit Radek de manière pittoresque comme un mélange d'instituteur et de bandit de grand chemin, qui portait toujours un énorme revolver à la ceinture et des livres sous le bras<sup>6</sup>.

Le 25 mars 1923, le principal organe du KPD publia un article de Radek dans lequel ce dernier reprochait aux communistes allemands d'avoir oublié de lutter «*au nom du peuple tout entier*», notamment au nom de ceux qui, bien que n'appartenant pas au prolétariat, souffraient de la grave crise économique. Il proposa que les communistes rivalisent avec l'extrême droite pour mobiliser les couches sociales paupérisées, qui n'appartenaient pas à la classe ouvrière, et cette orientation fut adoptée en mai de la même année par le Comité exécutif de la Troisième Internationale, en ces termes : «*Le Parti communiste allemand doit faire comprendre clairement aux masses nationalistes de la petite bourgeoisie et des intellectuels que seule la classe ouvrière, une fois sa victoire acquise, sera capable de défendre le territoire allemand, les trésors de la culture allemande, l'avenir de la nation*<sup>7</sup>.»

L'organe suprême du communisme mondial décréta que les communistes devaient prendre la défense de l'entité nationale et des valeurs nationales. Quelques jours plus tard, le Comité central du KPD reprit ce thème, jusqu'à ce que le 12 juin, lors d'une réunion élargie du Comité exécutif de la Troisième Internationale, Radek se félicite du fait que la droite nationaliste avait fini par voir un allié dans le KPD : «*Il est significatif qu'un journal national-socialiste s'élève violemment contre les soupçons dont les communistes sont l'objet; il le signale comme un parti combatif, qui devient de plus en plus national-bolcheviste*<sup>8</sup>.»

---

<sup>3</sup> Karl Radek (1885-1940 ?): milite dès 18 ans dans différents pays (Allemagne, Suisse, Russie). Personnage controversé, il occupe un rôle important dans les différents tournants stratégiques de l'Internationale communiste ; il rejoint les opposants à Staline en 1926, est exclu du Parti puis emprisonné. Libéré quand il capitule en 1929, il jouera un jeu trouble pendant les procès de Moscou en 1937 et mourra en camp de concentration (NdT).

<sup>4</sup> Lev Karakhan (1889-1937): d'abord menchevik, il rejoint les bolcheviks quatre mois avant la révolution et participe aux préparatifs du coup d'État d'Octobre. Collaborateur de Trotsky durant les pourparlers de paix de Brest-Litovsk, il entame une brillante carrière diplomatique en signant des accords importants avec l'Iran, l'Afghanistan, la Chine et la Turquie. Arrêté en mai 1937 pour avoir participé à une pseudo «conspiration profasciste», il est fusillé, mais sera réhabilité en 1956 (NdT).

<sup>5</sup> Cf. Curzio Malaparte, *Le Bal au Kremlin*, Denoël, 2005, p. 33.

<sup>6</sup> Cf. Bruce Lockhart, *Memoirs of a British Agent*, Folio, 2003, pp. 183-184.

<sup>7</sup> Pierre Broué, *Révolution en Allemagne, 1917-1923*, Éditions de Minuit, 1971, pp. 723-726. (Livre disponible également sur marxists.org, NdT.)

<sup>8</sup> P. Broué, *op. cit.*, pp. 723-726.

Avec sa désinvolture habituelle, Radek expliqua que le «national-bolchevisme» qu'il avait critiqué trois ans plus tôt était désormais un phénomène positif. «*Le national-bolchevisme signifiait en 1920 une tentation en faveur de certains généraux; aujourd'hui, il traduit le sentiment unanime que le salut est entre les mains du parti communiste. Nous sommes seuls capables de trouver une issue à la situation actuelle de l'Allemagne. Mettre la nation au premier plan, c'est en Allemagne comme dans les colonies, faire acte révolutionnaire*<sup>9</sup>.»

Commentant de manière appréciative ce discours, Zinoviev, figure de proue de la Troisième Internationale à cette époque, loua le KPD pour ne pas avoir interprété «*son caractère de classe dans un sens corporatif*<sup>10</sup>», ce qui signifiait, si les mots avaient un sens, que le caractère de classe était devenu excellent quand il abandonnait sa nature de classe. Trois jours plus tard, le 15 juin, toujours devant le Comité exécutif de l'Internationale communiste, Radek insista sur la vocation nationale-bolcheviste du prolétariat allemand en déclarant que «*seule la classe ouvrière peut sauver la nation*».

Enfin, cinq jours plus tard, Karl Radek prononça dans la même assemblée le discours devenu célèbre, en hommage à Leo Schlageter. Ce militant d'extrême droite aurait été «*le marcheur du néant*<sup>11</sup>» si ses camarades des corps francs et des organisations civiles fascistes n'avaient pas commencé à donner un sens social positif aux aspirations nationalistes, abandonnant leur hostilité contre l'Union soviétique pour affronter exclusivement l'impérialisme occidental, et s'appuyant sur la classe ouvrière au lieu d'écraser les grèves et les révoltes en se mettant au service des grands capitalistes. Il s'agissait, en somme, d'attirer les fascistes dans le camp soviétique. Radek formula ces thèses de manière plutôt prudente, laissant entendre qu'il fallait former un front uni non seulement contre le capital britannique et français mais aussi contre le capital allemand. Mais les implications de ses paroles étaient inévitables.

Radek avait créé un espace et cet espace accueillerait plus tard l'une des convictions les plus profondément enracinées de l'orthodoxie moscovite. En effet, l'orateur affirmait que le grand capital allemand n'avait aucune base nationale et il le présentait comme s'il était entièrement soutenu par l'étranger. Cette conception particulière de l'impérialisme, qui décrivait les grands capitalistes comme un corps étranger au pays et confondait les autres couches sociales dominantes avec la classe ouvrière, fournit le cadre théorique nécessaire pour dissoudre la lutte de classe dans une affirmation de fierté patriotique. Les derniers appels du discours de Radek défigurèrent l'internationalisme en évoquant une «*famille des peuples luttant pour leur libération*<sup>12</sup>», le convertissant en une somme de nationalismes. Désormais, le prolétariat allemand défendrait non plus son autonomie en tant que classe, mais la cohésion de l'ensemble du peuple, confondant communisme et nation.

Alors que cette transformation de la lutte de classe en lutte nationale se déroulait au sein du KPD et à l'instigation de l'Internationale communiste, sur un autre plan, l'alliance entre le gouvernement soviétique et l'état-major de l'armée allemande était lancée. Limitées par le traité de Versailles à un effectif de cent mille hommes, n'ayant pas le droit de posséder de l'artillerie lourde, de l'aviation militaire et des sous-marins, et ayant une artillerie légère réduite à moins de trois cents pièces, les forces armées allemandes utilisèrent l'Union soviétique pour fabriquer des armements et effectuer des manœuvres.

Dès la fin de 1919 ou le début de l'année suivante, le chef de l'armée allemande, le général von Seeckt, comprit que seul le soutien soviétique permettrait de surmonter les restrictions

---

<sup>9</sup> *Ibidem.*

<sup>10</sup> *Ibidem.*

<sup>11</sup> P. Broué, *op. cit.* Le discours de Karl Radek, pp. 723-726. «Leo Schlageter : Der Wanderer ins Nichts» (Le Marcheur du néant) fut publié dans *Die Rote Fahne*, le 26 juin 1923. (Il est disponible en français sur marxists.org, *NdT.*)

<sup>12</sup> P. Broué, *op. cit.*, pp. 723-726.

imposées par les vainqueurs à Versailles. En affirmant qu'un accord économique et politique avec Moscou ne compromettrait en rien la lutte contre les communistes à l'intérieur du pays, von Seeckt fit preuve d'une compréhension très claire de l'évolution opérée par le bolchevisme. Arrêté à Berlin en 1919 pour ses activités avec les communistes allemands, Radek commença à recevoir en prison la visite d'officiers partisans de l'orientation diplomatique vers l'Est, au point que, après sa libération, il séjourne quelques semaines au domicile de l'un d'eux. On ignore si la question du soutien souhaité par l'état-major fut alors abordée. Ce qui est certain, c'est que Trotsky rappela que *«le début des concessions allemandes en Russie soviétique eut lieu à l'époque où j'étais encore occupé par la guerre civile»*, ce qui situe l'initiative avant 1921. Il convient de noter qu'en Allemagne, tant le Parti social-démocrate (SPD) que le ministère des Affaires étrangères et le président de la République lui-même, également social-démocrate, furent tenus dans l'ignorance des contacts entre l'armée allemande et les autorités militaires soviétiques. Même le chancelier ne fut pas informé avant l'automne 1921, ce qui signifie que des entretiens eurent lieu directement entre les dirigeants soviétiques et les représentants des secteurs les plus réactionnaires et nationalistes de la société allemande. *«[...] malgré son hostilité politique au communisme, la caste des officiers de la Reichswehr [les forces armées allemandes] considérait la collaboration diplomatique et militaire avec la République soviétique comme nécessaire<sup>13</sup>»*, expliquera plus tard Trotsky.

Après une visite que des experts allemands effectuèrent au cours de l'été 1921 dans des usines soviétiques et à la suite de plusieurs contacts discrets poursuivis en automne et en hiver de la même année à Moscou et à Berlin, Radek arriva dans la capitale allemande en janvier 1922 et rencontra le mois suivant le général von Seeckt, à qui il proposa que les Allemands aident à reconstruire l'industrie militaire russe et à former les officiers soviétiques. Pour situer ces entretiens dans leur juste dimension, il convient de ne pas oublier que Radek, en plus des fonctions diplomatiques qu'il assumait officieusement, était alors le principal conseiller et chef politique du KPD.

Dans la version rendue publique, le traité entre l'Union soviétique et l'Allemagne, signé à Rapallo en avril 1922, se limitait à rétablir les relations diplomatiques entre les deux pays et à énoncer des clauses commerciales. Cependant, l'aspect le plus important des accords resta secret et consista en la coopération des deux armées. En mai de cette année-là commencèrent les négociations entre le général von Hasse, qui sera bientôt à la tête de ce qui était de facto l'état-major général, et Krestinsky, représentant soviétique à Berlin depuis octobre de l'année précédente, pour traiter de la participation directe des grands industriels de la Ruhr à l'établissement d'une industrie de guerre allemande en Union soviétique. D'ailleurs, avant que la production d'équipements militaires ne commence, de nombreux pilotes allemands s'entraînèrent déjà dans le ciel soviétique. Les négociations se poursuivirent à Berlin tout au long de l'année et, en décembre, Radek rencontra à nouveau von Seeckt (qui avait pris le commandement de la Reichswehr) pour fixer les termes de la future coopération entre les deux forces armées. Grâce à un contrat signé par le gouvernement soviétique et la société Junkers, des avions de guerre et des moteurs d'avion furent fabriqués, et Fokker installa également plusieurs lignes de production d'avions de guerre sur le territoire soviétique, dont la plus importante entra en service en 1925. De son côté, Dornier fabriqua des hydravions militaires à Cronstadt, où une autre entreprise assembla des modèles de sous-marins. Sous la direction des Allemands furent également créées plusieurs écoles de pilotage militaire, tant pour les Allemands que pour les Soviétiques. Des munitions furent produites sous la direction des

---

<sup>13</sup> L'article de Léon Trotsky concernant les accords militaires germano-soviétiques, «Vyshinsky's Tactics Forecast», publié dans le *New York Times* du 5 mars 1938, figure dans George Breitman et Evelyn Reed (dir.) *Writings of Leon Trotsky (1937-38)*, Pathfinder, 1970, pp. 131-132

techniciens de Krupp dans diverses installations industrielles, une partie de la production étant destinée à l'Armée rouge, tandis que le reste était exporté en Allemagne. Et puisque les puissances victorieuses avaient également interdit l'utilisation de véhicules blindés à l'Allemagne, une usine de chars de guerre fut créée, il semble aussi sous la direction de Krupp, et elle fut dotée d'un champ de manœuvres pour former les militaires des deux pays. On créa également une société mixte germano-soviétique dans le but de produire des gaz toxiques, autre type d'arme interdit à Versailles, mais les historiens n'ont pu établir avec certitude si cette usine entra en activité – ou pas.

Tout en réprimant la classe ouvrière et en la massacrant lors de ses tentatives insurrectionnelles, les généraux allemands reçurent un soutien matériel et logistique des autorités soviétiques. Rien ne dévoile mieux le fait que c'était la géopolitique nationaliste qui intéressait désormais Moscou et non plus la lutte de classe. Les conséquences furent tragiques, car en contribuant à l'armement et à l'entraînement des forces armées allemandes, le gouvernement soviétique renforça ce qui allait devenir l'une des plus solides bases initiales du Troisième Reich.

Le discours de Radek annonça publiquement le nouveau cours. Mátyás Rákosi, dirigeant communiste hongrois qui était, ou avait été, l'un des représentants de la Troisième Internationale auprès des communistes allemands, écrivit dans un article qu'«*Un parti communiste [...] doit prendre en considération la question nationale de son pays [...]. Le parti allemand s'y est pris d'une façon très heureuse. [...] Il est en train de faire tomber l'arme nationaliste des mains des fascistes allemands*<sup>14</sup>». L'histoire allait montrer, au contraire, que la nouvelle orientation avait livré l'arme communiste aux mains des fascistes. Les crises successives au sein de la direction soviétique après la mort de Lénine, l'éviction de Radek et les changements fréquents dans les organes dirigeants du KPD consolidèrent l'orientation nationaliste. Certes, cette politique se heurta à une certaine résistance de ceux qui auraient préféré établir un front commun avec la social-démocratie, et réaliser ainsi l'unité de la classe ouvrière, plutôt que conclure des accords avec l'extrême droite. Mais l'Internationale communiste fit pression dans la direction opposée, et même Brandler<sup>15</sup> et Thalheimer<sup>16</sup>, qui dirigeaient le Parti après le départ de Levi et s'identifiaient à la politique du front commun avec la social-démocratie, en vinrent à défendre le caractère national de la résistance contre le traité de Versailles et l'occupation de la Ruhr. Ils affirmèrent que la bourgeoisie allemande pouvait, même si ce n'était que provisoirement, jouer un rôle révolutionnaire, à condition que les communistes se mettent à la tête du mouvement et dirigent résolument la lutte nationale. La presse officielle du KPD ouvrit alors ses pages à certains des intellectuels les plus éminents de

---

<sup>14</sup> Cité dans Ossip K. Flechtheim, *Le KPD sous la République de Weimar*, Maspero, 1972, p. 118.

<sup>15</sup> Heinrich Brandler (1881-1967): maçon, de nationalité autrichienne, il adhère au SPD en 1901, et milite dans le syndicat du bâtiment en Allemagne et en Suisse. Malgré ses sympathies pour le groupe Spartakus il adhère à l'USPD en 1917 puis au KPD où il occupe des fonctions dirigeantes entre 1921 et 1923. Il décommande l'insurrection prévue en 1923, et est exclu en 1929. Fonde le KPO. Il émigre dans différents pays puis revient en Allemagne en 1949, où il dirige le groupe *Arbeiterpolitik*, groupe social-démocrate de gauche antistalinien qui finit par rejoindre le SPD (*NdT*).

<sup>16</sup> August Thalheimer (1884-1948): journaliste, aux côtés de Rosa Luxemburg pendant la première guerre, il combat les oppositionnels de gauche (qui fonderont le KAPD) en 1919-1920, mais défend en 1921 la «théorie de l'offensive». Sceptique sur les chances de la révolution en 1923, il est rendu responsable de la défaite, avec Brandler. Exclu en 1929, il est l'un des cofondateurs du KPO. Il émigre en France en 1933 puis se réfugie à Cuba (*NdT*).

l'extrême droite, comme Moeller van den Bruck<sup>17</sup>, ou même à des personnalités comme le comte Reventlow<sup>18</sup>, antisémite notoire et membre actif de l'aile populiste du national-socialisme. Ruth Fischer<sup>19</sup>, qui dirigeait au sein du KPD l'aile opposée à Brandler et Thalheimer et prônait une ouverture encore plus grande à l'extrême droite, alla jusqu'à considérer l'antisémitisme comme une composante de l'anticapitalisme. «*Quiconque lutte contre le capital juif [...] est déjà un combattant de classe, même s'il ne le sait pas*», proclama-t-elle dans un discours. «*Abattez les capitalistes juifs, pendez-les aux becs de gaz, écrasez-les !*» La géopolitique avait franchement remplacé la lutte des classes. «*L'impérialisme français est maintenant le plus grand danger qui soit au monde. La France est le pays de la réaction*», déclara Ruth Fischer. «*Ce n'est qu'en liaison avec la Russie [...] que le peuple allemand peut chasser le capitalisme français du bassin de la Ruhr*<sup>20</sup>.» Et toute l'ampleur de cette dégénérescence catastrophique du communisme apparaît lorsque nous apprenons que la faction qui cherchait le soutien de l'extrême droite sur une plate-forme nationaliste se présentait comme une alternative «de gauche» face à l'orientation prétendument «de droite» qui consistait à restaurer l'unité d'action de la classe ouvrière en nouant un accord avec la social-démocratie.

Donnant une nouvelle preuve de sa remarquable intelligence politique, Paul Levi, qui, après avoir quitté le KPD, anima un courant d'extrême gauche au sein du parti social-démocrate, écrivit en 1923 : «*A la fin de la guerre de la Ruhr, au lieu d'une solide force prolétarienne, il y avait une infection national-communiste qui empestait l'Allemagne entière. Au moment où les communistes exhibaient leurs droits à la succession de l'Allemagne en faillite, les nationaux-socialistes émettaient la même prétention avec autant de raison*<sup>21</sup>.» D'autres, comme Pfemfert<sup>22</sup>

---

<sup>17</sup> Arthur Moeller van den Bruck (1876-1925): théoricien nationaliste, très actif au service de propagande de l'armée allemande durant la première guerre mondiale, il est l'un des théoriciens de la lutte des «peuples jeunes» et des «nations prolétaires» contre les «nations anciennes» en voie de «décadence», thème fasciste par excellence. Cet auteur a été récupéré par la Nouvelle Droite, car ses idées réactionnaires étaient superficiellement plus «présentables» que celles des théoriciens ouvertement fascistes et néonazis (*NdT*).

<sup>18</sup> Ernst zu Reventlow (1869-1943); après avoir entamé une carrière dans la marine, il devient journaliste et sympathise avec les idées *völkisch* (nationalistes-racistes). Fondateur du DVFP en 1922, parti nationaliste-révolutionnaire, ses textes sont repris dans *Die Rote Fahne*, l'organe du KPD. Il adhère au parti nazi en 1927, se rapproche de l'aile «gauche» (Strasser) et défend des idées de plus en plus antichrétiennes, païennes et antisémites (*NdT*).

<sup>19</sup> Ruth Fischer (1895-1961): elle adhère au SPD en 1914, est l'une des fondatrices du Parti communiste autrichien puis entre au Comité central du KPD en 1921. Elle alterne positions droitières et aventuristes, au sein du parti comme de la Troisième Internationale. Exclue en 1926, elle fonde le Leninbund, puis s'en détache. Obligée de s'exiler, aux Etats-Unis puis en France, elle se distingue par son antistalinisme, puis son anticommunisme (*NdT*).

<sup>20</sup> Les déclarations délirantes de Ruth Fischer se trouvent dans Ossip K. Flechtheim, *op. cit.*, p. 119 et, en partie, dans Broué, *op. cit.*, p. 729 note 92 et dans Ernst Nolte, *Nazional-socialismo e bolcevismo. La guerra civile europea, 1917-1945*, Sansoni, 1989, p. 99. [En français, Ernst Nolte, *La guerre civile européenne. National-socialisme et bolchevisme, 1917-1945*, Tempus 2011. Sur le KPD et les stéréotypes antijuifs que ce parti utilisa, cf. l'article d'Olaf Kistenmacher, «De "Judas" au "Capital juif" : les formes de pensée antisémites dans le Parti communiste allemand (KPD) sous la république de Weimar, 1918-1933», npnf.eu, *NdT*.]

<sup>21</sup> L'article de Paul Levi de 1923 est cité dans Broué, *op. cit.*, p. 905.

<sup>22</sup> Franz Pfemfert (1879-1954): écrivain, critique de gauche du SPD avant 1914, il rejoint le KPD puis le KAPD (parti hostile à la participation aux élections et aux syndicats traditionnels) avant d'en être exclu. Se rapproche ensuite des positions de Trotsky. Émigre en 1933 dans différents pays et se fixe en 1941 à Mexico, où il travaille comme photographe (*NdT*)

avec sa revue *Die Aktion*, à l'extrême gauche de l'expressionnisme, établirent un pont entre les conseillistes et les anarcho-syndicalistes, et prédirent les résultats désastreux de cette dérive nationaliste. La leçon avait déjà été donnée, Rosa Luxemburg l'avait énoncée cinq ans auparavant, mais les communistes n'en tirèrent aucun enseignement.

En avril 1924, lors du neuvième congrès du KPD, la faction de Ruth Fischer évinça Brandler et Thalheimer, et prit la tête du parti. Un orateur du congrès dénonça l'existence de courants hostiles aux Juifs au sein du Parti. A cette occasion, Clara Zetkin observa lucidement que la nouvelle majorité sympathisait autant avec le «gauchisme» opposé à l'activité parlementaire qu'avec le fascisme antisémite. Mais la vieille amie de Rosa Luxemburg avait été écartée de toute possibilité d'influencer le Parti et était maintenue à Moscou comme une figure décorative. Les avertissements, ceux-ci et d'autres, furent vains. Les nouveaux dirigeants du KPD non seulement mirent fin à toute velléité d'établir un front unique avec la social-démocratie, mais présentèrent comme tâche principale la liquidation complète du SPD.

Zinoviev, à la tête de la Troisième Internationale, décréta alors que la social-démocratie incarnait un «social-fascisme» et que tout le danger du fascisme venait des partis sociaux-démocrates. La caractérisation de la social-démocratie comme «social-fasciste» était la condition idéologique nécessaire pour que les communistes puissent poursuivre une stratégie nationale-bolchévique. Ces deux doubles concepts aberrants se justifiaient l'un l'autre, et les partis communistes, tout en essayant de doubler la social-démocratie par la gauche, essayaient aussi de doubler le fascisme sur sa droite, en se proclamant les véritables nationalistes. Cette orientation ne se limita pas à l'Allemagne et s'appliqua au monde entier. Même aux États-Unis, le petit Parti communiste combattit courageusement, c'est-à-dire à coups de poing dans les rues, le pacifique Parti socialiste. En France, de nombreux communistes sympathisèrent avec certaines actions de rue des milices fascistes, tandis que la direction du PC refusait toute unité d'action avec les socialistes. Les actions des partis communistes facilitèrent la montée du fascisme dans le monde entier, mais c'est en Allemagne qu'elles eurent les conséquences les plus catastrophiques.

Au milieu de l'année 1925, une nouvelle crise éclata au sein de la direction du KPD et le dixième congrès du parti fut convoqué en juillet. Toutefois, l'éviction de Ruth Fischer, à l'automne de cette année-là, ne modifia nullement l'aile hégémonique du parti, puisque la majorité de la nouvelle direction continua d'appartenir à d'anciens partisans de Ruth Fischer, comme Ernst Thälmann, qui occupait le poste suprême et avait été le bras droit de la dirigeante exclue. A partir de ce moment jusqu'à la fin de 1928, les communistes allemands traversèrent une phase de flou stratégique, ce qui n'empêcha pas le onzième congrès, tenu en 1927, de dénoncer les «*points de contact*<sup>23</sup>» entre le fascisme et la social-démocratie, alors qu'en réalité c'étaient les communistes qui multipliaient ces contacts dans une entente commune contre le Parti social-démocrate. Sa politique et son langage s'éclaircirent un peu durant le douzième Congrès, qui se tint en juin 1929: le KPD considérait la social-démocratie comme l'avant-garde du fascisme, le principal facteur de son développement et son expression la plus dangereuse et la plus agressive, tant à l'intérieur qu'en politique étrangère.

Le rapport initial de la dixième réunion plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste, en juillet 1929, désigna également le «social-fascisme» comme la manifestation du fascisme qu'il fallait combattre de toute urgence. Deux ans plus tard, la onzième réunion plénière accorda la primauté à la lutte contre les thèses qui supposaient l'existence d'«*une contradiction entre le fascisme et la démocratie bourgeoise, ainsi qu'entre les formes parlementaires et ouvertement fascistes de la dictature de la bourgeoisie*<sup>24</sup> [...]». Comme le

---

<sup>23</sup> Cité dans Ossip K. Flechtheim, *op cit.*, p. 182.

<sup>24</sup> Les discussions tenues lors de la onzième réunion plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste sont mentionnées dans João Arsénio Nunes, «Classe contra

déclara le représentant de l'Internationale communiste auprès du KPD à la fin de 1931, «*On ne peut lutter contre le fascisme qu'en menant une lutte à mort contre la social-démocratie*<sup>25</sup>». Dans cette perspective, en août et septembre 1932, alors que le Parti national-socialiste avait précisément obtenu un nombre de voix supérieur à la somme des voix communistes et socialistes, la douzième réunion plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste persista à dénoncer le SPD comme l'ennemi principal. Au fur et à mesure que les nazis se rapprochaient du pouvoir, les dirigeants communistes découvrirent qu'ils représentaient une forme de capitalisme plus avancée que la social-démocratie et donc, au nom de la dialectique marxiste et des lois du progrès social, que le radicalisme nazi devait être soutenu contre le réformisme social-démocrate. Cette colossale erreur de stratégie découlait d'une erreur, non moins impressionnante, dans l'évaluation de la dynamique du capitalisme.

Dans un discours prononcé en février 1932 devant le comité central de son parti, Ernst Thälmann déclara : «*Notre stratégie consiste à diriger l'attaque principale contre la social-démocratie, sans pour autant affaiblir la lutte contre le fascisme hitlérien ; c'est précisément en dirigeant l'attaque principale contre la social-démocratie que notre stratégie crée les conditions préalables à une opposition efficace au fascisme de Hitler. [...] L'application pratique de cette stratégie en Allemagne exige que l'attaque principale soit dirigée contre la social-démocratie. Avec ses succursales gauchistes, elle fournit les instruments les plus dangereux aux ennemis de la révolution. Elle constitue la principale base sociale de la bourgeoisie, elle est le facteur le plus actif de la transformation fasciste [...] et, en même temps, en tant qu'"aile modérée du fascisme", elle sait déployer les manœuvres les plus trompeuses et les plus dangereuses pour entraîner les masses vers la dictature de la bourgeoisie et ses méthodes fascistes*<sup>26</sup>».

Certes, les mémoires écrits par certaines personnes qui ont vécu ces événements de l'intérieur et les analyses de certains historiens confirment l'existence d'une forte opposition de la part de nombreux militants contre l'orientation décrétée par la Troisième Internationale et suivie par la direction du KPD, et certaines organisations communistes de base s'engagèrent avec les sociaux-démocrates dans des actions communes contre les nazis. Mais lorsque cela se produisit, ils furent sévèrement réprimandés par la direction du parti. Six mois avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, le secrétariat du Comité central du KPD déclara dans une circulaire que le parti social-démocrate était toujours le «*principal soutien de la bourgeoisie*<sup>27</sup>» et que tout accord entre les directions des deux partis sur des manifestations et des actions communes était «*inadmissible*<sup>28</sup>».

En 1931 et 1932, les milices communistes s'associèrent souvent aux milices nazies pour détruire les rassemblements sociaux-démocrates à coups de matraque ou de fusil, ce qui ne les empêchait pas de s'affronter lorsque l'ennemi commun ne servait pas de prétexte à l'unité. On

---

Classe" às origens da estratégia antifascista: aspectos da Internacional Comunista entre o VI e o VII Congressos (1928-1935)», dans *O Fascismo em Portugal. Actas do Colóquio realizado na Faculdade de Letras de Lisboa em Março de 1980*, A Regra do Jogo, 1982, p. 49. (On trouve ce même article en ligne dans la thèse de doctorat et compilation de textes de João Arsénio Nunes, intitulée «Comunismo e antifascismo. Artigos e ensaios», 2017, ISCTE/IUL, *NdT.*)

<sup>25</sup> Cité dans la «Postface» d'Hermann Weber au livre de Ossip K. Flechtheim, *op. cit.*, p. 318 et dans Hermann Weber, *La trasformazione del comunismo tedesco. La stalinizzazione della KPD nella Repubblica di Weimar*, Feltrinelli, 1979, p. 249.

<sup>26</sup> Le discours d'Ernst Thälmann en février 1932 est cité dans Kaes et al., *op. cit.*, pp. 327 et 328.

<sup>27</sup> Cité dans la «Postface» d'Hermann Weber au livre de Ossip K. Flechtheim, *op. cit.*, p. 321.

<sup>28</sup> *Ibidem.*

comprend que, dans ces circonstances, l'organisation ouvrière du Parti national-socialiste ait soutenu la grève des métallurgistes berlinois, déclenchée par les communistes en octobre 1930, et que, pendant les deux années suivantes, les communistes se soient efforcés d'attirer un mouvement paysan associé à l'extrême droite. En échange, le Parti communiste, en août 1931, joignit ses voix à celles du Parti national-socialiste et d'une autre organisation d'extrême droite dans un référendum contre la social-démocratie en Prusse, conformément aux directives émises par le Comité exécutif de l'Internationale. Thälmann justifia cette attitude en février 1932 – exactement un an avant que Hitler ne soit nommé chancelier – en déclarant que le gouvernement social-démocrate de Prusse, ainsi que la centrale syndicale socialiste, «*confirment pleinement et complètement que la social-démocratie est le facteur le plus actif dans la transformation fasciste de l'Allemagne*<sup>29</sup>». Ainsi, les communistes s'uniraient avec les nationaux-socialistes pour combattre le fascisme ! Ce rapprochement culmina avec le vote commun des députés communistes et nazis pour renverser le gouvernement de von Papen, lors de la session parlementaire du 12 septembre 1932. Pendant le peu de temps qui lui restait, le KPD eut recours à une propagande nationaliste exacerbée pour tenter de séduire l'extrême droite. La grève des transports publics à Berlin, que les communistes lancèrent le 3 novembre 1932 en opposition aux syndicats sociaux-démocrates, bénéficia de la collaboration active des nazis et les deux partis organisèrent ensemble des piquets de grève. À l'époque, les voix ne manquaient pas dans la gauche internationaliste pour avertir que le KPD ne faisait qu'aider le national-socialisme, mais si les avertissements de Rosa Luxemburg, Paul Levi, Franz Pfemfert, Clara Zetkin et de tant d'autres avaient été inutiles, ceux-ci le furent aussi.

En 1934, alors que les nazis étaient au pouvoir depuis plus d'un an et que les prisons allemandes étaient remplies de communistes et de sociaux-démocrates, la treizième réunion plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste décréta, dans l'une de ses résolutions, que «*la social-démocratie continue à jouer le rôle de principal soutien social de la bourgeoisie même dans les pays où une dictature fasciste est ouvertement en vigueur*<sup>30</sup>».

Il fallut attendre le septième Congrès de l'Internationale communiste, à la mi-1935, pour que cette orientation soit inversée et que s'amorce la phase des fronts communs avec la social-démocratie. Mais pour l'Allemagne, il était trop tard. Le nationalisme, en l'occurrence l'ultra-nationalisme, de la Troisième Internationale et surtout du KPD avait déjà liquidé la deuxième plus grande organisation communiste et complètement détruit ce qui avait été l'avant-garde la plus militante des travailleurs du monde.

**João Bernardo**, 3 juin 2009

(<https://passapalavra.info/2009/06/5364/>)

---

<sup>29</sup> Cité dans Kaes et al., *op. cit.*, p. 328.

<sup>30</sup> La résolution de la treizième réunion plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste est mentionnée dans l'article de Léon Trotsky, «*Are there no Limits to the Fall ? A Summary of the Thirteenth Plenum of the Executive Committee of the Communist International*», publié dans *The Militant*, 10 mars 1934, et reproduit dans George Breitman et Bev Scott (dir.) *Writings of Leon Trotsky (1933-34)*, Pathfinder, 1972, p. 211.